



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 56 - vendredi 8 juillet 2011

Dans ce numéro :

- Un premier sursaut
- Camarades du Front de Gauche, discutons programme et moyens
- Sexe, genre et goupillon, le Moyen-âge à l'heure de la mondialisation

Un premier sursaut

Au lendemain de la conférence nationale du NPA qui a désigné Philippe Poutou candidat à la présidentielle, il ne manque pas de voix pour décrire la fracture du NPA, son prétendu repli sectaire, ses tensions internes, la chute des effectifs..., en bref, un parti au bord de la scission. Derrière bien de ces commentaires, leur ironie à l'égard de l'ouvrier inconnu ou l'ouvriérisme sectaire du NPA, se profilent des préjugés, voire un mépris social à peine dissimulé pour la classe ouvrière.

Nous assumons pleinement nos débats, nos tensions, l'âpreté des discussions, ils sont indispensables à l'émergence d'une cohésion politique, aussi paradoxal que cela puisse paraître, à condition que les rivalités d'influence, que la discussion politique garde son caractère démocratique et respectueux, que la solidarité qui unit celles et ceux qui ont conscience de mener un même combat s'impose à tous.

Construire un nouveau parti, créer une cohérence politique ne se décrètent pas, cela passe par des crises, des moments de confrontation inévitables. Nos difficultés sont bien réelles, elles tiennent pour une part à l'ambition de notre projet lui-même, celui de regrouper des histoires différentes, de les réunir, et notre capacité à surmonter ces difficultés, à relancer une nouvelle dynamique dépend de nos ressources démocratiques. Ces difficultés renvoient aussi au contexte social et politique. Comme toutes les forces du mouvement social nous sommes confrontés à une offensive extrêmement brutale des banques et de l'Etat, offensive sociale, politique et idéologique. Aucune force militante n'échappe à une morosité qui domine au sein du monde du travail. L'échec du mouvement contre la réforme des retraites pèse lourd, bon nombre de travailleurs sont désabusés, doutent de l'efficacité de la lutte, ont le sentiment d'être dépassés par l'offensive tant politique que sociale des forces réactionnaires.

Retrouver la confiance suppose qu'à partir des bilans, des discussions au sein des organisations syndicales, des associations, avec les travailleurs et les jeunes se dégage une nouvelle conscience politique fondée sur la conviction que seule l'intervention directe du monde du travail sur le terrain social et politique est à même d'enrayer l'offensive des capitalistes et d'offrir une autre perspective pour toute la société. Le NPA veut être au cœur de ces discussions et de cela, chacune et chacun en conviennent d'autant que nos idées rencontrent une large sympathie.

Nos divergences si on les discute concrètement hors des procès d'intention, des interprétations ou des dramatisations devraient être, quant au fond, compatibles avec une volonté commune de porter la campagne du NPA autour de Philippe Poutou. La grande majorité des militantEs du NPA sont convaincus que notre parti doit être présent sous ses propres banderoles dans les prochaines échéances électorales. Le débat tel qu'il se formule par-delà les exagérations polémiques porte sur ce qu'il faudra faire ou ce qu'il serait possible de faire après les élections. Les uns pensent qu'il faudrait dès maintenant préparer un regroupement de toutes les forces qui préserveront leur indépendance vis à vis d'un éventuel gouvernement de la gauche libérale. Les autres pensent que cette question n'est pas à l'ordre du jour, qu'elle dépend du programme et des rapports de forces tout en voulant être présent dans les batailles politiques à venir pour contribuer à ce regroupement sur la base d'un programme anticapitaliste posant la question d'un gouvernement des travailleurs.

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

Il devrait être facile au stade actuel, sans trancher ce débat, de nous regrouper pour porter ensemble, aujourd'hui, une candidature de regroupement anticapitaliste tout en menant ou plutôt pour mener publiquement le débat avec les autres forces que ce soit le Front de gauche, Lutte ouvrière ou toutes et tous les militantEs, les travailleurs, les jeunes qui se posent cette question. C'est la seule façon de défendre ensemble notre programme, nos réponses face à la crise

Malheureusement, la logique des batailles internes, les habitudes de luttes fractionnelles dénaturent le débat, tendent à le dramatiser, à créer des clivages souvent artificiels ou sans base politiques solides. Et, en réalité, une des tâches immédiates est de ne pas céder à cette logique désorganisatrice, voire destructrice, pour redonner toute sa place au débat démocratique entre anticapitalistes. Comment pouvoir prétendre rassembler les anticapitalistes sans avoir pour première préoccupation de rassembler notre propre parti ?

Redonner sa place au débat démocratique suppose œuvrer à construire des rapports de solidarité, de confiance au sein de notre parti. Cela est de la responsabilité de toutes et tous. Cette volonté se vérifiera par un test simple, notre capacité à mobiliser l'ensemble du parti pour permettre à notre candidat de devenir un réel candidat en surmontant l'obstacle des 500 parrainages. Cela exige la mobilisation de toutes et tous, chacune et chacun en fonction de ses possibilités, mais toutes et tous unis pour nous donner les moyens de faire entendre la voix des travailleurs, des chômeurs, des précaires, des jeunes, de toutes celles et ceux qui sont victimes de la politique des classes dominantes.

Réussir passe par une véritable révolution culturelle, sortir des raisonnements de tendance, de fraction, de petits groupes pour penser, discuter et agir ensemble en fonction de nos responsabilités collectives, en parti. Cela ne veut pas dire taire nos désaccords mais les gérer dans le cadre de ce qui nous réunit à travers le projet même du NPA.

Nous avons un socle qui nous unit, le refus de payer les frais de la crise, de la dictature des banques, l'exigence d'une démocratie réelle, maintenant comme le disent les Indignés de la Puerta del Sol, la volonté de changer de société. Il serait non seulement irresponsable mais stupide de croire qu'un échec du NPA renforcerait qui que ce soit si ce n'est ceux qui combattent notre projet.

Une nouvelle phase de construction commence à travers laquelle nous tisserons de solides liens avec les travailleurs et la jeunesse. Cette nouvelle phase sera une phase de refondation du NPA. La réussir suppose d'être capable de faire vivre une démocratie dynamique pour nous donner les moyens de porter le débat publiquement devant l'ensemble du monde du travail, sur le terrain politique des élections. Il n'y a pas d'autre voie pour surmonter nos difficultés, contribuer à l'organisation et à la mobilisation de toutes celles et ceux qui refusent de payer les frais de leur crise, donner force et dynamisme à notre projet.

Yvan Lemaitre

[Au sommaire](#)

Camarades du Front de gauche, discutons programme et moyens

A l'issue de la conférence nationale du NPA, qui vient de décider de la candidature de Philippe Poutou pour les élections présidentielles, Jean-Luc Mélenchon a déclaré que les militants « *en déshérence* » du NPA étaient les « *bienvenus* » au Front de Gauche. Bien curieuse façon de débattre, qui renvoie à ses déclarations accusant les mêmes militants de vouloir « *faire des fractions et des batailles pour des virgules sans s'intéresser aux élections* »... Comme si la question du programme ou des perspectives étaient secondaires, surtout au regard d'un passé plutôt récent où lui comme Marie-Georges Buffet, anciens ministres de Jospin, participaient à un gouvernement qui privatisait plus que la droite avant lui.

Pour notre part, nous ne sommes pas en concurrence ni rivaux et nous nous félicitons de l'apport du Front de Gauche à la critique du capitalisme, mais nous pensons qu'il s'arrête en chemin. Face à la gravité de la crise, cette question du programme n'est pas une question de « *virgules* », elle doit se débattre entre tous les militants qui veulent inverser le rapport de forces, en finir avec le parasitisme de cette infime minorité de financiers et de ceux qui les soutiennent.

Le désaccord de fond repose bien sur la question du rapport aux institutions et, en conséquence, au Parti socialiste. Comme le dit le Front de Gauche dans sa lettre ouverte au NPA lors de la conférence nationale, son objectif est de « *bouger le rapport de forces à gauche* », c'est-à-dire rester dans la perspective d'une nouvelle mouture d'union de la gauche, véritable impasse face à la crise du capitalisme.

Lors de son meeting du 29 juin, Mélenchon a réaffiché cette perspective : « *J'étais le bruit et la fureur ; aujourd'hui, je suis le candidat du rassemblement* », appelant le Front de Gauche à être « *le pôle de stabilité de la gauche* ». Tout cela, sur fond de défense de la "République" par les appels au « *peuple souverain* » et à la « *résistance* ».

Peser sur le PS ? Comment penser y parvenir quand celui-ci, dans son programme, affiche l'objectif de « *Redresser la France* » sans dire un mot sur les gains de productivité réalisés par les capitalistes ces dernières années ! Pas un mot non plus sur la nationalisation des banques ou sur l'illégitimité de la dette.

Bien au contraire, le texte du PS pour 2012 annonce clairement la couleur : « *Les Français le savent, des efforts seront demandés pour rétablir la situation* ». L'exemple des retraites est particulièrement significatif, après les luttes de l'automne dernier, puisque le PS parle de revenir sur la retraite à 60 ans... sans toucher à l'allongement des annuités de cotisation qu'il a voté au Parlement avec la droite ! Il postule clairement à mener la même politique que les autres partis de gauche en Europe.

La question du PS rejoint celle de quel type de gouvernement pourrait mettre en œuvre une politique pour faire payer les responsables de la crise. Comment penser que les institutions telles qu'elles sont, avec les lois et traités protégeant les intérêts des actionnaires et des banquiers, pourraient tout d'un coup, par en haut, servir les intérêts des opprimés ?

Toutes ces questions qu'il nous faut débattre se retrouvent dans le « *programme partagé* » que vient de sortir le Front de Gauche : « *Ce que nous voulons : L'humain d'abord !* ». Au mieux, celui-ci formule une série de mesures, sans dire les moyens et par quelle politique les imposer. Mais sur le fond, il reste dans le cadre de « l'ordre républicain », du système, des institutions de cet État en crise.

Des proclamations et des mesures timides sur le fond

Ainsi, sur la question des salaires, le « *programme partagé* » annonce un passage immédiat du SMIC à 1 600 € brut, comme la CGT qui vient au passage de le réévaluer à 1 700 € brut. Pour le reste, il évoque le passage à 1 600 € net pendant la mandature sans plus de précisions et il reste dans le flou sur la revendication des augmentations de salaires pour rattraper les retards cumulés depuis des années ainsi que la flambée des prix actuelle. Il en appelle à la « *convocation d'assemblées régionales et nationale pour l'emploi, les qualifications et les salaires* » qui n'est pas sans rappeler la position du PS qui parle d'une « *conférence salariale* » sans rien chiffrer. Mais de quoi s'agit-il ? D'assemblées de « *partenaires sociaux* » avec les résultats que l'on connaît ? Comment aborder la question des salaires sans poser le problème du rapport de force et de la nécessité de construire une réelle lutte d'ensemble pour reprendre la part extorquée par les profits ces dernières années ?

Dans un tel objectif, les mesures immédiates du SMIC à 1 600 € net et d'augmentations de 300 € dans la fonction publique seraient le meilleur moyen d'entraîner l'ensemble des travailleurs du privé à exiger leur dû face aux capitalistes... A l'inverse du gouvernement aujourd'hui, qui encourage tous les patrons à bloquer les salaires par le gel des salaires des fonctionnaires.

Sur la question des licenciements et de la précarité qui font des ravages aujourd'hui avec la crise, le texte en reste à des formules très générales : « *Rétablir le droit au travail, à l'emploi* », « *l'emploi pour tous est une nécessité* », sans donner un contenu concret à ces déclarations.

Les quelques mesures envisagées face aux licenciements restent timides sur le fond : « *En plus des nouveaux droits donnés aux salariés et aux comités d'entreprise en cas de licenciement et de délocalisation, nous rétablirons l'autorisation administrative de licenciement. Nous interdirons les licenciements boursiers ainsi que la distribution de dividendes pour les entreprises qui licencient* ». Le texte accepte déjà, de fait, le principe des délocalisations, sans formuler une politique pour s'y opposer. Mais même sur les mesures envisagées, rien n'est précisé. Qui interdira les « *licenciements boursiers* » ? L'État, qui protège la propriété privée des actionnaires ?

Concernant la lutte contre le chômage, on retrouve même la politique d'aides aux entreprises, qui n'ont amené que des cadeaux au patronat. Le programme contient ainsi des formules comme : « *Le soutien de l'État et des pouvoirs publics aux PME-PMI, lesquelles sont aujourd'hui les plus créatrices d'emplois, sera renforcé* » ou même « *les aides aux entreprises seront soumises à des règles strictes. Elles seront modulées en fonction du niveau des exigences sociales et environnementales qu'elles respecteront* »... Rien de bien nouveau !

Ces aides n'ont empêché en rien le chômage de progresser depuis des années, par contre, elles ont grevé les budgets des caisses de retraites, de Sécurité sociale et permis au patronat d'empocher de l'argent public qui aurait été utile à la collectivité.

Face aux licenciements et aux dégâts du chômage, il y a urgence à imposer des mesures autoritaires, démocratiques, défendant l'intérêt général face à la propriété privée des actionnaires. Qui peut les appliquer si ce n'est les salariés en lutte ? C'est le sens des mesures d'interdiction des licenciements et de partage du travail entre tous. De telles mesures ne peuvent être prises par un gouvernement respectant les cadres juridiques de la machine d'État, qui défend avec ses juges, ses policiers, ses hauts fonctionnaires, la sacro-sainte propriété du patronat. Au contraire, elles ne peuvent prendre corps que par la mobilisation des principaux intéressés, par le contrôle direct des travailleurs sur les livres de compte et sur la marche des entreprises.

Sur les services publics, le texte parle de « *abrogation des lois de libéralisation du rail* » par exemple, mais il est plus évasif quand il réclame un « *moratoire sur toutes les politiques de déréglementation de l'énergie* », sans dire explicitement l'objectif recherché. De même sur l'eau, il parle de « *maîtrise publique* », d'« *appropriation sociale* » ou de « *grand service public* », sans préciser clairement quelles mesures seraient nécessaires. Pourquoi ne pas revendiquer purement et simplement le retour aux régies publiques et l'expropriation des trusts de l'eau et de l'assainissement qui ont fait des profits colossaux sur le

dos des usagers ? Ce genre de position renvoie aux multiples « *délégations de services publics* » votées dans les collectivités locales par les élus du PC, du PG dans le cadre des majorités avec le PS. La formule est même reprise : « *la délégation de service public sera strictement encadrée* »... alors que celles-ci ont abondamment servi à donné des marchés au secteur privé.

Sinon, pour ce qui est de la défense générale des services publics, le texte combat la RGPP, les suppressions de postes, en défendant « *leurs missions au service de l'intérêt général en dehors de toute contrainte de rentabilité financière* ». Mais là encore, sans dire quels moyens se donner pour combattre leur mise en pièce, en particulier face à la politique de l'Union Européenne et à toutes les privatisations menées par les gouvernements successifs.

La question des moyens est pourtant essentielle et pas seulement pour ce qui est du chiffrage de telle ou telle mesure. Il s'agit surtout des moyens politiques d'agir, face aux lois, face aux règlements mis en place ces dernières années pour protéger la « *concurrence libre et non faussée* », pour défendre les intérêts des financiers qui se taillaient des marchés juteux dans les services publics de l'électricité, de l'eau, de la santé, de la communication, etc.

Poser la question en ces termes, c'est poser celle d'un programme capable d'unifier les luttes des travailleurs en posant la question centrale de qui dirige, qui contrôle la société.

Ce problème essentiel se retrouve sur la question centrale de la dette, véritable pompe à richesses au profit des banques aujourd'hui. Là encore, le texte fait des proclamations générales : « *Reprendre le pouvoir aux banques et aux marchés financiers* », « *Libérer les finances publiques des griffes des marchés financiers* ». Mais il ne formule rien sur le terrain de l'annulation de cette dette illégitime. Il explique au contraire : « *Nous agirons pour le réaménagement négocié des dettes publiques, l'échelonnement des remboursements, la baisse des taux d'intérêt les concernant et leur annulation partielle* ».

Dans le même ordre d'idée, le « *pôle public financier* » prôné par le Front de Gauche se moule dans le cadre des institutions actuelles, au niveau national comme de l'Union européenne. Fait révélateur, le texte parle de « *nationalisation de banques et compagnies d'assurance* », en restant dans le flou sur la liste qu'il envisage.

L'annulation de la dette est pourtant bien le seul moyen de s'en prendre réellement au pouvoir des banques, comme à celui de la Bourse en sapant les bases de leur parasitisme sur toute l'économie. Ce n'est que par un tel démantèlement des institutions financières que nous pourrions mettre en œuvre une réelle socialisation du secteur bancaire, sous contrôle démocratique.

Le « programme partagé » reste ainsi suspendu en l'air, annonçant des mesures sans la politique pour les imposer. Du coup, il reste dans le vague sur toute une série de questions. Ainsi, la planification écologique est présentée sans mesures déterminées, autoritaires, s'appuyant sur le contrôle de la population face à l'incurie du système capitaliste pour qui seul le profit compte. Sur la question du nucléaire, seul un « référendum » est envisagé, sans formuler une position claire sur les enseignements de la catastrophe de Fukushima, sans envisager une sortie programmée du nucléaire.

Mais ce programme reprend aussi des thèmes franchement problématiques, comme celui de l'insécurité, où il réclame davantage de... commissariats dans les quartiers populaires : pas un mot sur le combat contre « l'insécurité sociale » ou sur la question de l'organisation démocratique de la population dans ces quartiers face à la profonde dégradation des services publics ! De fait, il se retrouve à défendre « l'ordre républicain ».

Le terrain de la « République » et du nationalisme

Le programme du Front de gauche reste sur le terrain des institutions, invoquant la formule d'une « *6ème république* » sans contenu, hors de toute intervention directe des masses sur leur propre terrain, celui de la lutte sociale et pas des élections.

Ce programme ne se donne pas comme objectif de renforcer le niveau de conscience, de tracer la perspective d'un gouvernement des travailleurs issu des mobilisations face à ce pouvoir des riches et s'appuyant sur les formes démocratiques d'organisation nées de telles luttes. Seul un tel gouvernement aurait la détermination politique mais aussi la force, par l'intervention directe des salariés, des employés, de la population, de prendre les mesures radicales qui s'imposent aujourd'hui face à la crise.

Au lieu de raisonner la politique face à la crise sur un terrain de classe, le Front de Gauche n'a plus d'autres perspectives que de tenter de peser dans une « majorité à gauche »... alors que le PS et EELV font tous les gestes politiques vers la droite.

Par contre, si le texte ne se situe pas sur le terrain de lutte de classes, il regorge de références à la « nation », à la « souveraineté » et autres déclarations flattant le nationalisme. Certes, dans le « *programme partagé* » tel qu'il est sorti en juin, le Front de gauche ne fait pas de référence à la sortie de l'Euro ou de l'Union Européenne. Mais des mouvements comme le M'pep (Mouvement politique d'éducation populaire) de Nikonoff, qui a participé aux campagnes électorales du Front de gauche ainsi qu'au débat sur le « *programme partagé* », comptent bien pousser dans ce sens. Il vient de publier une critique de ce programme sans moyens, sans précisions, irréaliste du point de vue même des institutions pour tenter de faire bouger le texte sur le terrain d'une politique de repli national face à l'UE.

Musique que Mélenchon reprend d'ailleurs à son compte, comme à propos de la Grèce où il explique : « *Ce que les agresseurs financiers de la Grèce n'ont pas vu venir, c'est le patriotisme grec* »... Non, c'est la lutte de classe qui se déroule en Grèce, comme en Espagne ou dans les pays arabes. Quant au nationalisme, c'est le pire piège qui pourrait se refermer sur les opprimés en lutte, dans le but de dévoyer leur révolte sur un terrain qui n'est pas le leur.

Affirmer un programme anticapitaliste pour les luttes qui pose la question du pouvoir

Face à la crise, il y a urgence à formuler un programme pour la lutte de classe justement, qui parte des besoins immédiats des classes populaires. Un programme pour renforcer toute la légitimité des luttes actuelles sur les salaires, en revendiquant le SMIC à 1 600 € net, des augmentations de 300 € et la mise en place de l'échelle mobile des salaires basée sur un contrôle démocratique des prix. Face au chômage, il faut imposer l'interdiction des licenciements, la réquisition des entreprises qui veulent délocaliser, en appelant les salariés à contrôler eux-mêmes la marche des entreprises. Il y a aussi urgence à embaucher dans les services publics, à combattre la politique du gouvernement qui opère des coupes claires dans les budgets sociaux pour payer la dette creusée par sa propre politique. Tout comme il nous faut combattre la politique plus globale de l'État, qui défend le droit d'une infime minorité de s'approprier une part considérable du travail collectif. Face à la finance, il faut exiger l'annulation de cette dette illégitime.

L'ampleur de la crise ne permet pas de rester au milieu du chemin. Le capitalisme n'a plus de marges de manœuvres et son objectif est clairement de maintenir son taux de profit coûte que coûte, quitte à faire payer cher les peuples, les couches populaires. C'est pour cela que nous débattons dans cette campagne, d'un programme pour les luttes, qui pose la question du pouvoir, en posant l'urgence de mettre en œuvre des mesures autoritaires vis-à-vis des parasites de la finance et des capitalistes, c'est-à-dire de construire la vraie démocratie au service de l'immense majorité de la population.

Alors oui, mener ce combat nécessite la plus grande unité, celle entre les forces de la classe ouvrière et de la jeunesse, comme le montre la situation en Grèce et en Espagne, sur le terrain où se joue réellement notre sort, celui des luttes sociales.

Laurent Delage

Au sommaire

Sexe, genre et goupillon, le Moyen-âge à l'heure de la mondialisation

A travers ses multiples rebondissements, l'affaire DSK illustre une fois de plus, et quels que soient les faits, que, pour le monde politique et médiatique, seule comptent la parole de l'ex-Directeur Général du FMI et le souci de lui trouver des circonstances atténuantes. À droite comme à gauche, que de mépris pour la femme de chambre, et pour la femme tout court ! Que d'excuses pour la manifestation brutale d'un besoin sexuel pour peu qu'il soit le fait d'un homme de pouvoir face à une femme qui fait partie, en outre, des catégories les plus exploitées de la population !

La présidente du parti chrétien démocrate, Christine Boutin, qu'on voit le plus souvent la Bible à la main, a affirmé de façon appuyée sa solidarité avec Strauss-Kahn, après que la journaliste Tristane Banon a eu déposé contre DSK une plainte pour tentative de viol. « *J'avoue que j'ai un peu la nausée de tout ça. Je préférerais qu'on arrête. L'affaire Banon qui tombe également... Enfin ça suffit, ça suffit, ça suffit!* ». Et de saisir l'occasion des révélations qui ont semblé accuser la femme de chambre pour rappeler qu'elle avait été « la première à dire qu'il était probablement tombé dans un piège ».

On le savait déjà, les tenants de l'ordre moral ne sont pas les derniers à fermer les yeux sur les frasques des puissants de ce monde, tant il est vrai que le mariage qu'ils défendent a toujours eu comme complément la prostitution et l'adultère.

Les mêmes se sont déchaînés contre la proposition de loi émanant de députés socialistes d'« *ouvrir le mariage aux couples de même sexe* ». Celle-ci, examinée à huis clos à l'Assemblée nationale le 25 mai, a été finalement rejetée, sous les assauts en particulier de membres du courant de la Droite populaire, dont le chef de file, Laurent Wauquiez, se réclame d'une droite décomplexée. « *Et pourquoi pas des unions avec des animaux ? Ou la polygamie* », a ainsi lancé la députée UMP Brigitte Barèges. Christine Boutin s'est élevée « *toujours contre le mariage homo, porte ouverte à l'adoption. L'intérêt de l'enfant est d'avoir un papa et une maman* ». Et pour sa non légalisation, car « *il y a des logiques qu'on ne peut pas arrêter. Quand il y a une faille dans une digue, la mer s'engouffre et la digue rompt. C'est la même chose. J'ai beaucoup d'amis homosexuels, et beaucoup ne réclament pas le mariage* »

La même Christine Boutin, qui accumule nombre de titres en matière de profession des idées réactionnaires - consultant du Conseil pontifical pour la famille au Saint-Siège en 1986, organisatrice avec d'autres de la « Marche pour la vie » en 1988, virulente pourfendeuse du PACS en 1998 à l'Assemblée - est aussi à l'origine, avec l'Association des Familles Catholiques, d'une pétition contre les nouveaux programmes de SVT (sciences de la vie et de la terre) de

Première. La pétition dénonce « un programme offrant un panorama de la sexualité morbide et mortifère (contraception et contragestion)... une vision de la sexualité technique, où le corps est réduit à sa dimension matérielle, ... une sexualité décrite comme proche de celle de l'animal » !

Diable ! Qu'est-ce qui peut bien, dans ces nouveaux programmes, élaborés par des enseignants soucieux de transmettre les derniers acquis scientifiques aux élèves de lycée, provoquer une telle panique ?

Simplement le fait qu'ils s'appuient sur la théorie du genre, c'est-à-dire la construction sociale de l'identité sexuelle et de l'orientation sexuelle, qu'ils dissocient la sexualité de la reproduction, qu'ils légitiment le plaisir sexuel comme un des éléments de l'épanouissement des êtres humains, et mettent en évidence ses mécanismes. De quoi évidemment faire frémir d'horreur les curés de toute obéissance. Il est vrai que c'est une brèche de taille dans l'institution de la famille patriarcale et du mariage monogamique !

Face à cette offensive des préjugés les plus réactionnaires dont cette pétition est une des expressions, il est évident que la reconnaissance du mariage de personnes du même sexe est un combat démocratique essentiel que nous faisons nôtre, quelle que soit par ailleurs notre conviction que l'institution du mariage va à l'encontre de la liberté qui devrait présider au choix de toutes et de tous de s'associer comme bon leur semble, dans un respect réciproque qui ne regarde qu'eux-mêmes.

Le mariage en effet, dès sa naissance dans les sociétés antiques, a sanctionné la propriété de l'homme sur la femme. Dans les classes possédantes, en particulier, il assurait à l'homme la certitude – en théorie du moins - de sa paternité et que c'est bien à ses propres enfants qu'il lèguerait ses biens et sa fortune.

Charles Fourier, prédécesseur des socialistes, comme le jeune Marx et les révolutionnaires de son temps, avait, au début du XIX^{ème} siècle, critiqué au vitriol le mariage bourgeois qui se prétendait – et se prétend - moderne et civilisé, tout en défendant une appropriation de la femme, qui ne doit se donner qu'à un seul homme, avec son cortège de jalousie et autres sentiments de propriété des êtres, sentiments d'un autre temps, et qui peuvent briser bien des vies : les chroniques judiciaires, les romans et autres émissions télévisées débordent d'exemples...

Et lorsque ce même Fourier défendit le principe de liberté sexuelle pour la femme, mais aussi entre hommes et femmes du même sexe, voire pour les jeunes et les vieillards, il fit scandale, et fut traité de fou... alors qu'il ne faisait qu'entrevoir, au début du XIX^{ème} siècle, la riche palette des rapports humains entravés, voire réprimés, par des siècles de « civilisation » de classe.

Lorsque Marx et les premiers socialistes, dans la foulée de Fourier et de Flora Tristan, dénoncèrent le mariage bourgeois, on les accusa violemment de défendre « la communauté des femmes ». On reprocha aux révolutionnaires russes, dont Lénine et Trotsky, de remplacer la famille par la collectivisation des enfants lorsque le jeune Etat ouvrier né de la révolution, instaura, en 1918, l'union libre, le droit à l'avortement et la suppression du « délit d'homosexualité » ...

Mais ce qui apparaissait encore à l'époque, comme du domaine de l'utopie, se révèle aujourd'hui comme le résultat inéluctable de l'évolution des connaissances scientifiques et des relations humaines, au point que les programmes de SVT en prennent acte de manière quasi-officielle.

Pour les tenants de l'ordre moral qui voient à juste titre la famille traditionnelle, patriarcale, comme un ciment de l'ordre social tel qu'ils voudraient le maintenir, le respect de l'appropriation des richesses comme des êtres humains, de l'exploitation qui garantit les privilèges de quelques-uns, il est essentiel de maintenir les tabous et préjugés moyenâgeux qui entourent la sexualité.

A l'inverse, le combat contre cet obscurantisme qui génère tant de souffrances dans les rapports entre les êtres humains est au cœur de la transformation révolutionnaire de la société.

Tant il est vrai qu'il ne pourra y avoir de libre épanouissement de la personnalité humaine que dans des rapports sociaux débarrassés de la gangue de la propriété privée et de sa réfraction dans le domaine des relations intimes entre les individus, le mariage bourgeois.

Monica Casanova

[Au sommaire](#)